

« La féminisation des métiers de la mer, priorité absolue »

DIDIER CODORNIU

Le premier vice-président de la Région, président du Parlement de la mer et maire de Gruissan évoque les enjeux maritimes : la transition énergétique comme les filières en difficulté.

Yanick Philipponnat
yphilponnat@midilibre.com

La région a investi 29 M€ dans sa nouvelle drague, arrivée à Sète mardi, avec quelle ambition ?

En 2025, elle roulera à l'hydrogène, c'est unique au monde : avec une telle technologie, il y avait le risque de prendre un peu de retard, là nous attendons juste les autorisations. Mais elle fonctionne, pour des actions de dragage dans nos ports, afin d'entretenir la profondeur et permettre aux gros bateaux d'entrer et de sortir. Avec les problèmes du réchauffement climatique et de l'érosion qui s'accroît, des plages ont également besoin de recharger du sable, surtout dans l'Hérault et les P-O, où nous avons des communes en difficulté.

Les ports régionaux de Sète-Frontignan et Port-la-Nouvelle sont en pleine mutation énergétique.

La transition écologique des ports, c'est une mesure phare, qui avait été annoncée par la présidente Delga. À Sète, nous avons fini l'électrification des quais, ce qui permet de lutter

contre les pollutions des gros navires en termes de particules de soufre et de CO₂. Le quai lourd et les digues sont aussi terminés à Port-la-Nouvelle, où la région a investi 230 M€.

Vous soutenez l'éolien en mer : où en sont les deux projets de ferme expérimentale au large de l'Ande et des P-O ?

Il y a un petit retard de six mois sur les fermes pilotes, qui verront le jour fin 2024 ou début 2025. Mais trois flotteurs sont en cours de construction à Port-la-Nouvelle, ce sont des structures très impressionnantes. Ensuite, en juin, sera désigné le lauréat pour les fermes commerciales, à l'horizon 2031-2032.

La commission nationale du débat public a lancé jusqu'à fin avril, La mer en débat, que vous soutenez en Occitanie. Qu'en ressort-il ?

Les discussions portent sur le trait de côte ou la biodiversité, mais le débat, ce sont les éoliennes, pour savoir si elles seront proches du rivage. Certains disent : « À Saint-Nazaire, on les voit du bord », mais là-bas, elles sont à 12 km. Nous, on sera à 20 km, on les devinera légère-



Didier Codorniu, mercredi, lors du conseil d'administration du port régional Sète-Frontignan.

MICHAEL ESDOUR/BAUH

ment. Et nous serons sur du flottant, pas sur des flotteurs ancrés, donc avec moins d'impact. Les fermes industrielles représenteront d'abord 10 % de l'énergie d'Occitanie. Notre ambition, c'est le mix énergétique, entre le nucléaire, le vent et la fabrication d'hydrogène vert. Certains disent que c'est coûteux, mais quand on passera ensuite à 500 MW, nous produirons 30 à 40 % de l'énergie d'Occitanie.

La pêche traverse une crise sans précédent, comment l'aider ?

Le contrat de filière "pêche"

sera signé fin juin avec le gouvernement. L'enjeu, c'est une pêche durable avec une évolution des armements et une meilleure connaissance des espèces. Nous allons aussi monter un armement coopératif avec les pêcheurs qui acceptent d'y entrer et réfléchir comment, demain, où il y aura moins d'activité, on pourra les diriger vers l'éolien en mer pour amener une source de revenu supplémentaire. Les flotteurs vont amener une vie halieutique que l'on ne soupçonne pas, ils pourront aussi amener les professionnels vers la maintenance, etc.

Pourquoi lancer un autre contrat de filière avec les industries nautiques ?

Avec la vice-présidente de la Fédération des industries nautiques, Colette Certoux, nous allons signer ce contrat le 3 avril à La Grande-Motte. L'idée, c'est l'attractivité des métiers, car la filière a besoin de bras. Il faut susciter des vocations, les jeunes sont intéressés par les métiers de l'économie bleue, la ferronnerie, l'ingénierie, etc. À noter aussi que le rectorat va mettre en place l'Académie de la mer, une structure qui va s'appuyer sur les campus existants, l'université, les lycées, et mobilisera les jeunes sur ces métiers manquant de main-d'œuvre.

Le Parlement de la mer a fêté ses six ans, quelles sont désormais vos priorités ?

La féminisation des métiers de l'économie bleue, c'est une priorité absolue. Par exemple, nous mobilisons nos ports de commerce pour voir comment l'on peut recruter les grutiers ; nous avons une dizaine de candidates alors que nous n'en avions aucune jusqu'à maintenant. Le parlement a également d'autres rendez-vous, comme l'accessibilité des ports de plaisance et des pratiques sportives du littoral au niveau du handicap ; l'inventaire des cales de mise à l'eau privatisées, car il y a moins d'espace pour les gens ; et le rendez-vous important des premières assises nationales du droit de la mer, le 17 octobre à Montpellier, avec SOS Méditerranée.

La Fédération de rugby ? « J'y pense »

L'ex-international Didier Codorniu va-t-il se présenter à présidence de la Fédération française de rugby à l'automne ? Il répond à Midi Libre. « J'y pense, je suis en pleine réflexion, je consulte, je réfléchis et je prends le temps pour ne pas tout mélanger, avant de prendre ma décision. Pour cela, j'ai besoin de bien comprendre les enjeux. Je suis passionné par le rugby, c'est ma culture, ma vie, j'ai toujours été bercé par ce sport. Mon expérience professionnelle, politique, ma connaissance du rugby me permettent de pouvoir penser à me projeter. Mais pour l'instant ce n'est pas d'actualité. À la fédération, je suis dans la commission des anciens internationaux et je prends beaucoup de plaisir. » Mais au cas où tout se déclencherait, renoncerait-il à ses mandats ? « Tout est comptable, je suis en capacité de mener plusieurs responsabilités, ce que je fais aujourd'hui. Je suis premier vice-président de la Région, président du Parlement de la mer, maire de Gruissan. Le rythme est effréné, mais ça correspond à mon tempérament et il y a toujours une temporalité. Ce qui est important sur tous ces sujets, ce sont les équipes qui m'accompagnent, j'ai toujours joué collectif dans tout ce que j'entreprends. Cette réflexion est donc aussi collective, répond-il. Il y a des priorités : mener mes mandats à terme avec une obligation d'accompagnement et de résultat en ce qui concerne mon poste de vice-président auprès de Carole Delga. Et puis il y a la priorité locale, ma commune, Gruissan, depuis vingt-deux ans que je suis maire. J'ai 66 ans, en pleine forme physiquement. Sur Gruissan, je me prépare à accompagner mon équipe pour les prochaines élections. »



Le Salon de l'agriculture, « rituel » pour les politiques

RENDEZ-VOUS

Omniprésents lors de la rencontre avec le monde viticole et la ruralité, les politiques ont phagocyté cette 60^e édition. Au point que les organisateurs songent désormais à « repenser leur accueil ».

Yannick Povillon
ypovillon@midilibre.com

Des maires par centaines, des présidents et des élus départementaux venus de toute la France, des cohortes d'élus régionaux, de très nombreux parlementaires, derrière leurs leaders de parti ou au contact des producteurs de leur circonscription, et puis l'élite de la politique nationale... Au Salon de l'agriculture (SLA), il faut être vu et les élus veulent être au premier plan. « C'est devenu un rituel de la République, si on n'y allait pas ce serait mal pris par le monde agricole. C'est un salon consensuel. Avant, il fallait se montrer au salon de l'auto, mais plus personne n'y va ou presque. Pas assez écolo. Et puis l'agriculture, ce sont les racines de la France », explique le politologue Michel Crespy. C'est le moment choisi pour boire un coup avec les vi-

gnerons, manger un peu de charcuterie du pays et dire tout l'amour qu'ils ont pour le monde agricole en crise et les territoires ruraux, si souvent mis à mal par ailleurs...

Ce n'est pas nouveau mais l'imbrication de la politique est montée d'un cran cette année. Pourtant, le Premier ministre en personne a prévenu : « Le Salon de l'agriculture n'est ni un cirque médiatique, ni un cirque politique, ni un cirque militant. »

Même si on peut en douter, Gabriel Attal s'est invité à la surprise des organisateurs au lendemain du grand chahut provoqué par la présence d'Emmanuel Macron. Et le jour de la venue de Jordan Bartella, accueilli beaucoup plus favorablement par « des décideurs locaux de la Coordination rurale, engagés de manière très officielle au Rassemblement national », avait estimé le Président Macron dans un entretien au Figaro. Car le salon, c'est aussi un



Carole Delga, accompagnée de près par Gabriel Attal.

Y.P.O.

lieu de bataille politique, voir de bras de fer, lieu de tensions... Durant le 60^e, la politique a été partout. Le déplacement de la présidente de la Région Occitanie, Carole Delga, le mardi, a même dû être composé avec la présence prestigieuse, quoique parfois encombrante, du Premier ministre Gabriel Attal...

« Un premier jour très compliqué »

Avec 83 visites officielles, record battu, il a fallu faire des aménagements. Et le Salon, par la voix de ses représentants, a dû faire une mise au point au moment de faire le bilan, en soulignant « la

nécessité de repenser l'organisation de leur accueil pour l'avenir ». Une référence directe à l'ouverture retardée le samedi, après l'envahissement de 400 agriculteurs venus perturber la déambulation du président de la République. « C'était une première journée très compliquée, on a perdu pas mal de visiteurs. On craignait que cela perturbe tout le salon, mais ce n'est pas arrivé », dit, soulagé, Jérôme Despey, administrateur du Ceneca, l'organisateur, et président de la chambre d'agriculture de l'Hérault. La présence des politiques a parfois perturbé le fonctionnement du salon : « Il a fallu souvent réaménager les parcours au dernier moment, c'est très lourd. On va réfléchir à instaurer des règles pour que cela n'entraîne pas les visites du grand public », poursuit Jérôme Despey. C'est aussi cela le SLA, une place publique « très suivie médiatiquement. C'est le lieu où on fait passer des messages, en causant dans le sens du poil la ruralité, même si cela n'a presque plus d'incidence sur le plan électoral », souligne Michel Crespy. Car après leur passage, les politiques ont laissé le monde agricole là où il était en arrivant...

LES INDISCRÉTIONS DE LA RÉDACTION



● PATRICK VIGNAL MET LE PRÉSIDENT FACE À SES RESPONSABILITÉS

Voilà une petite phrase, dans Le Figaro, qui a dû faire tressailler à l'Élysée. « Si, en 2027, il (Emmanuel Macron) donne les clés à Marine Le Pen, il sera le seul responsable parce qu'il ne pourra même pas diluer la responsabilité », tance le député Renaissance de l'Hérault Patrick Vignal. Tout en reconnaissant les qualités intellectuelles et la capacité de travail du chef de l'État, l'Élu regrette le fait qu'il partage peu le pouvoir. « Il ne peut pas tout faire à la fois. Disons qu'il a un excès de générosité dans sa volonté de régler les problèmes. » Un début de fronde d'un fidèle de la première heure ? La traduction, tout haut, de ce que pensent beaucoup, tout bas, dans la Macronie ? Ou juste, déjà, l'après qui se prépare ?

● LFI : MINIMUM SYNDICAL EN RÉGION

Si la députée de l'Hérault Nathalie Ozioi a fait partie des trois cadres du parti missionnés pour présenter la liste insoumise candidate aux européennes, elle n'a pas profité pour faire du lobbying pour les militants de la région. L'apicultrice lozérienne Muriel Pascal apparaît en 15^e position, le Catalan Michaël Idrac est 18^e, la Gardoise Isabelle Chenou est 45^e, juste devant l'Héraultaise Stéphanie Cautiz, 49^e. Et c'est tout. La liste doit être validée le 16 mars.

● PRÉSIDENTIELLE : CANDIDATURE DE MÉNARD, « C'EST UNE HYPOTHÈSE... »

Nous évoquons, la semaine dernière, la "distance" que mettent les cadres du Rassemblement national avec le maire de Béziers, que le parti avait pourtant aidé à gagner en 2014. C'est désormais clairement réciproque, puisque Robert Ménard a dit au micro de Sud Radio qu'il « ne votera plus » pour Marine Le Pen à la présidentielle, notamment à cause de sa position sur le conflit en Ukraine. Pourrait-il alors voter... pour lui-même ? En tout cas, il n'exclut pas de se présenter en 2027. « C'est une hypothèse que je n'écarte plus », a-t-il consenti, ajoutant toutefois qu'il faut « une confiance en soi, une certitude de soi, qu'aujourd'hui (il n'est) pas sûr d'avoir », sans en faire malgré tout un aveu de faiblesse.

Depuis Nîmes, les légionnaires géraient une armée de prostituées

JUSTICE

Cinq Russes, anciens militaires des régiments de la Légion étrangère de Nîmes et Castelnaudary, sont jugés pendant une semaine à Marseille, pour avoir prostitué des dizaines de jeunes Ukrainiennes.

François Barrère
fbarrere@midilibre.com

Des « organisations de proxénétisme fonctionnant telles de véritables sociétés commerciales », pour atteindre « une efficacité et une rentabilité économique maximale », « un très haut niveau de structuration et d'organisation pyramidale. » Cinq anciens militaires russes du 2^e REI de Nîmes et du 4^e RE de Castelnaudary, deux régiments de la Légion étrangère, sont jugés à partir de ce lundi et pendant une semaine, à Marseille, pour avoir aidé des dizaines de jeunes femmes, principalement ukrainiennes, à venir se prostituer en France, entre 2019 et 2021.

« Ce sont des gens parfaitement insérés et redoutablement intelligents, qui géraient leur activité avec une précision tout à fait militaire », estime un proche de l'enquête, qui a été menée par l'Office central de lutte contre la

traite des êtres humains (Ocreth), principalement à Nîmes, où vivaient et travaillaient les principaux suspects. Certains étaient encore sous l'uniforme lors de leur interpellation par les policiers du Raid, révélée par *Midi Libre* en octobre 2021.

L'adresse de la Légion

Plusieurs dizaines de milliers d'euros avaient été saisis, notamment dans les coffres-forts loués par les suspects dans leur banque, mais aussi dans les appartements où ils habitaient, près de la Maison carrée à Nîmes. Les enquêteurs ont retracé la piste de multiples virements effectués vers la Russie et l'Ukraine et estimé à 1,2 million d'euros le chiffre d'affaires en sept mois d'activité de l'une de ces équipes de proxénètes, qui faisaient travailler au moins six filles chaque jour.

« *Kateryna chaude* », « *Suzanna tendre* », « *Olivia Hot* » : au total, ce sont des dizaines et des dizaines de jeunes femmes qui semblent avoir été gérées par les suspects, grâce à des annonces



Des dizaines de jeunes femmes dont les activités étaient gérées via internet, depuis le Gard. SYLVIE CAMBON

passées sur le site sexmodels.com, associées à des lignes téléphoniques : 29 annonces différentes étaient ainsi reliées à une seule adresse IP, localisée au 57 rue Vincent-Faita à Nîmes, soit à l'adresse du 2^e régiment étranger d'infanterie de la Légion étrangère.

À distance, les suspects géraient les annonces, les locations d'appartements dans toute la France, les rotations régulières des prostituées, la récupération de l'argent et l'envoi des fonds en Russie. Aucune des prostituées interrogées n'a dénoncé de mauvais traitements, expliquant : au contraire venir librement tra-

vailer en France, tous frais de déplacement pris en charge, contre la moitié de leurs gains. Nina, arrivée quinze jours plus tôt, auparavant au Danemark et à Dubaï, raconte avoir remis plus de 6 000 € à un collecteur de fonds de l'organisation, au bout de trois semaines de travail. Natalia, décrite comme « peu vêtue » à l'arrivée des enquêteurs, avait encaissé 27 180 € en un mois et demi, et reversé 8 154 € à l'un des légionnaires.

« Le fait que certaines lignes téléphoniques soient localisées à la caserne ne signifie pas que mon client était à la tête de l'organisation », souligne M^{me} Julien

Pinelli, avocat aixois qui défend le seul légionnaire encore sous les drapeaux lors du coup de filet. Les autres légionnaires avaient fini leur engagement, mais se connaissaient tous.

Mauvaises fréquentations

« C'était de l'aide et de l'assistance pures et simples, notamment parce que les jeunes femmes ne parlaient pas notre langue, insiste l'avocat montpelliérain M^{me} Florian Médico, il ne s'agit pas là de traite des êtres humains. » Comment ces militaires russes en sont-ils venus à se lancer dans cette activité florissante, au

point d'envisager des tournages de films pornographiques et la création de leur propre site ? « Ce ne sont pas des gens qui ont une empreinte délinquante », explique un enquêteur à *Midi Libre*. « Mais dans la Légion, où chacun arrive isolé, avec parfois un passé un peu bruyant, il se crée des communautés linguistiques ou ethniques. Et lorsqu'une mauvaise idée naît chez les uns, ça se propage assez facilement. Une fois leur contrat fini, beaucoup font aussi des gâches dans le monde de la nuit, où des communautés de gens issus des pays de l'Est prospèrent aussi dans le milieu de la prostitution. Ce sont toutes ces porosités qui s'additionnent. » Les cinq hommes, sous contrôle judiciaire après deux ans de détention provisoire, encourent dix ans de prison. Mais la pire sanction est peut-être ailleurs : « On se retrouve devant un paradoxe, avec un risque d'expulsion vers la Russie, alors que mon client s'est engagé en France pour fuir le régime de Poutine, insiste Florian Médico. Il a combattu pour la France et est considéré comme un traître vis-à-vis de l'État russe : il doit repartir là-bas, c'est soit pour être envoyé au front en Ukraine, soit emprisonné et sans doute torturé. » Décision attendue le 15 mars.

Le Carnet du Jour

Une pensée pour vos proches, amis...

Avis parus ce jour :

Aude (11)

ANDRIEU Jean-Pierre
BONAFOUS Line
DENIORT Marcelle
FOLCH Michel
GAZIN Gisèle
LIVOLSI Salvatore
PRADEL Jeanine
ROUANET Roger

Aveyron (12)

JAMMES Ernest
SÉNÉGAS Marie-Thérèse

Gard (30)

ALLIER Marie-Thérèse
BACCHETTO Janine
BORIE Camille
BORIE Christian
BOURRIER Eva
DELER Philippe
FACCA Pierre
FAVAND Catherine
GAS Jacques
GILLE Michel
JACQUEL Simone
JALBERT Yvonne
LAFFUITTE Bruno
MARC Claudette
MICHEL Josette
PATUREL Jeanine
PEREDES Guy
PICO René

RAMBUIIS Andrée
TEMPIER Gabriel
ZANETTA Yvette

Hérault (34)

BUONOMO Alain
DELL'OVA Corinne
EVESQUE Alain
FABREGAT Henri
JEAN Paulette
MALAFOSSE Emile
MARTY Michel
MASCHERPA Guy
MORATA Suzanne
OLIVE Marie
RAMBUIIS Andrée
RUF Alain
SANCHEZ Raymond
SÉNÉGAS Marie-Thérèse
SIGAL Anne-Marie

Pyrénées-Orientales (66)

BALENSI Jacqueline
BORREIL Micheline
BOUZAC Dominique
BRUNET Carmen
CAPA Roger
CASTILLO Didier
FAU Danièle
LUPICCIANI Augustine
MONS Madeleine
PORTELLS Augustin
SEGARRA Robert

SERVICE CARNETS

CONTACTS UTILES

Notre équipe spécialisée est à votre écoute et vous conseille du lundi au vendredi de 13 h à 19 h et le week-end de 14 h à 19 h, pour toutes les parutions d'avis dans tous les titres de presse de France.

Publiez vos avis 7j/7 et 24h/24 directement sur la rubrique « Avis de décès » du site de votre journal. (paiement CB sécurisé)

carnet@midilibre.com - 04 3000 8000

(prix d'un appel local)



L'essentiel de l'actualité en région

Les jeux vidéo d'ici triomphent

OCCITANIE Les Pégases, équivalent des Césars pour les jeux vidéo, ont fait triompher les studios de la région. C'est Runday, basé à Toulouse, qui est sacré meilleur jeu de l'année avec *Chants of Sennaar*, enquête fascinante dans une tour de Babel. Ubisoft Montpellier repart avec trois récompenses, dont celle de meilleur jeu mobile pour sa plongée dans les tranchées avec *Soldats inconnus : Frères d'armes*. Le meilleur premier jeu est aussi montpelliérain, *En garde !*, aventure de cape et d'épée imaginée par le jeune studio Fireplace Games.

Le chiffre du jour

2

AVEYRON Le père de famille qui a agressé la directrice de l'école Flaugergues, lundi à Rodez a été condamné à deux ans de prison et une interdiction de séjour en Aveyron pour une durée de cinq ans à sa sortie de détention. L'homme s'est « excusé » pour les insultes et menaces proférées, sans reconnaître les crachats au visage. Le tribunal a rappelé que plusieurs mains courantes avaient été déposées par la directrice de l'école envers ce père de famille, au casier déjà chargé de 16 condamnations.



Agnès Varda aura bientôt son timbre collector

SÈTE Le 2 avril prochain, La Poste émettra un timbre à l'effigie d'Agnès Varda, photographe, cinéaste et artiste plasticienne, disparue il y a cinq ans. Une émission qui répond à une règle : « Celle de sortir un timbre à l'effigie d'une personnalité seulement cinq ans minimum après son décès », précise le Sèteois Michel Subra, le président de l'Union philatélique sèteoise, consulté pour la mise en vente. Le timbre est illustré par une photo d'Agnès Varda posant avec... Zgougou, son chat. Les Sèteois vont pouvoir s'en délecter. Fait exceptionnel, du 29 au 31 mars inclus, un bureau temporaire de La Poste ouvrira à Sète, au 17 rue André-Portes, de 9 h à 18 h, pour une vente anticipée.

Un immeuble s'écroule dans le centre-ville

TOULOUSE Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 mars, un immeuble de trois étages s'est effondré à quelques pas de la place du Capitole, à Toulouse. La mairie de la Ville rose avait pris un arrêté de mise en péril sur ce bâtiment, quelques jours plus tôt. L'immeuble, qui compte neuf logements et deux commerces, avait été évacué ce même jour, rapporte *La Dépêche du Midi*. « On a entendu un énorme bruit, j'ai eu très peur », a confié un riverain, cité par nos confrères. L'homme décrit également qu'une

« épaisse fumée » a envahi la rue. Si les dégâts sont impressionnants, aucune victime ne semblait à déplorer. Plusieurs équipes de pompiers, du Smur et de policiers ont exploré la zone toute la journée de samedi. Au total, cinquante pompiers, mais également une équipe cynophile, ont été déployés. Tout le périmètre a été bouclé et la rue Saint-Rome a été fermée au public. Une vingtaine d'habitants des immeubles voisins ont été évacués et ont dû être relogés.

Tempête : un disparu

OCCITANIE La journée et la soirée de samedi ont été marquées par un cocktail de pluie et de bourrasques, avec des rafales atteignant parfois 120 km/h localement. Le Gard et l'Hérault ont été placés en vigilance orange (risque de crues) et des précipitations soutenues se sont notamment abattues sur les Cévennes, obligeant les collectivités à interdire l'accès à certaines voies. Samedi soir, une voiture a cependant été emportée par les eaux, alors qu'elle tentait de traverser un pont submersible à Gagnières (nord du Gard). Un des deux occupants du véhicule était porté disparu. La Lozère a été placée en orange pluie-inondation. Météo France avait prévenu que la limite pluie-neige pouvait s'abaisser et impacter le trafic de l'A75.